



Rapport de 2016 de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick

Volume I

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Sujets de présentation

Contenu du volume I du rapport de 2016 :

- Chapitre 1 - Commentaire d'introduction
par la vérificatrice générale
- Chapitre 2 – Foyers de soins
- Chapitre 3 – Services du curateur public
- Chapitre 4 – Associations de foires agricoles





Ministère du développement social

Foyers de soins

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Foyers de soins

Pourquoi avons-nous effectué ce travail?

- Déterminer la situation actuelle et la capacité du système à répondre à la demande croissante pour de tels services
- Le présent rapport vise à fournir une information objective sur l'état actuel des foyers de soins



Nos constatations

Demande future pour des foyers de soins

- Le nombre de lits dans les foyers de soins a augmenté de 332 lits au cours de la dernière décennie, se situant à **4 400** lits au N.-B. (mars 2015)

Au cours des 20 prochaines années (année 2036) :

- Le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus **devrait doubler** au N.-B.
- Si la demande demeure constante, un montant estimé de **10 700** lits en foyers de soins pourraient être nécessaires



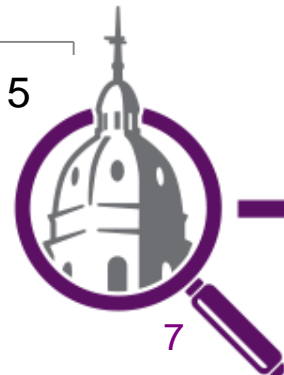
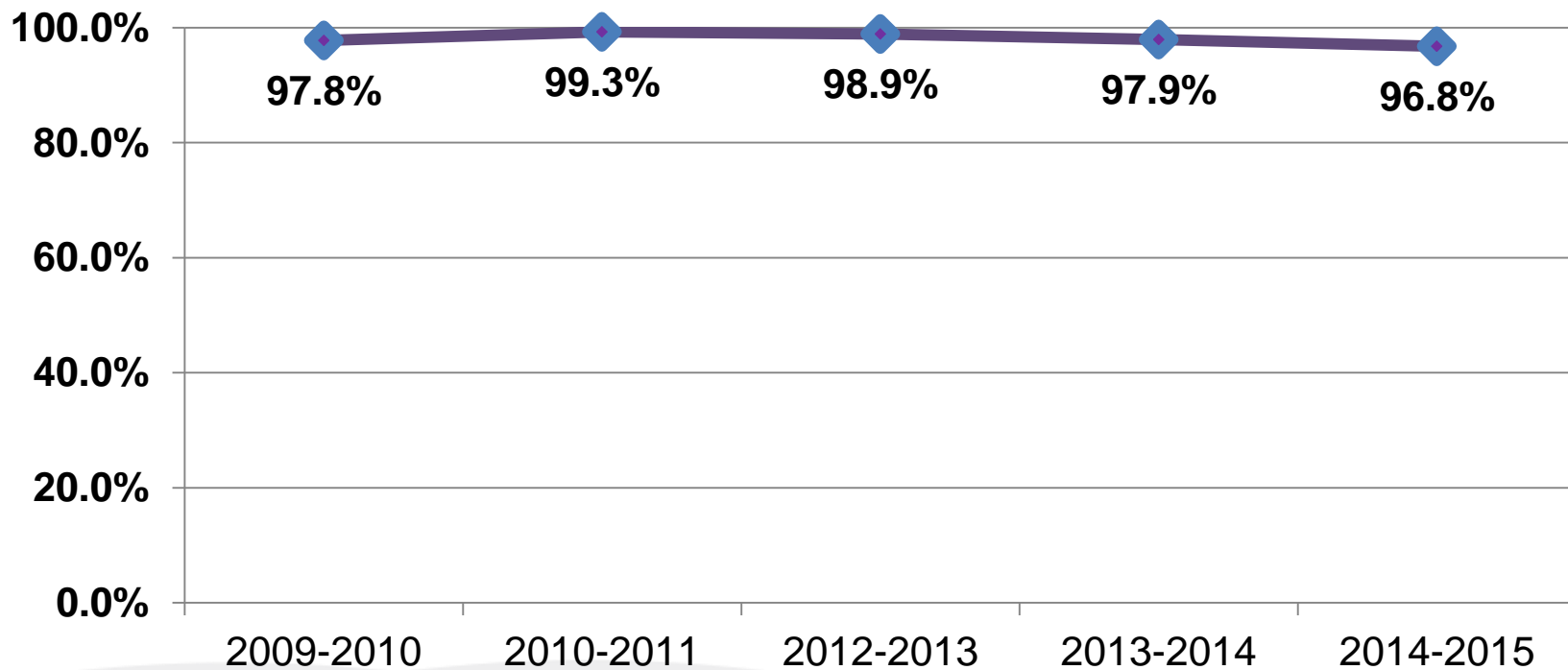
Infrastructure vieillissante des foyers de soins

- Nécessite des investissements importants pour l'entretien, la réparation et le renouvellement
- *Le Plan de rénovation et de remplacement des foyers de soins de 2011-2016 (PRRFS) a évalué les projets de construction de foyers de soins à 285 millions de dollars*



Les foyers de soins fonctionnent à plein rendement

Taux d'utilisation moyen annuel des lits dans les foyers de soins du Nouveau-Brunswick de 2009 à 2015



Les personnes sur une liste d'attente

En 2014-2015, ces personnes ont:

- Attendu en moyenne près de **4 mois** pour un placement
- Occupé environ **20 %** des lits de soins actifs des hôpitaux du N.-B.



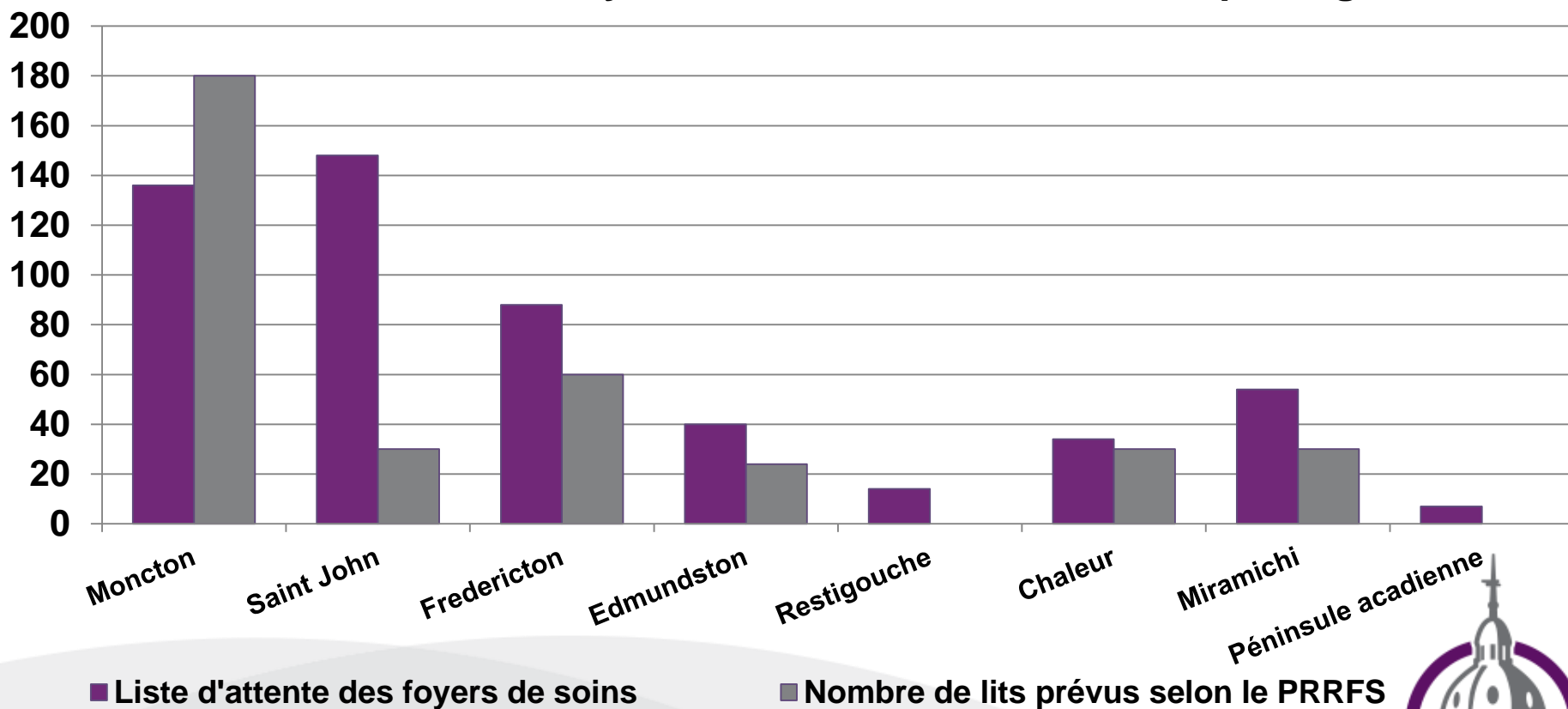
Temps d'attente moyen à l'hôpital pour un placement dans un foyer de soins 2014-15

Région	Temps d'attente moyen à l'hôpital pour un lit dans un foyer de soins	Nombre de personnes sur la liste d'attente pour un lit au 31 mars 2015	Nombre de lits
Moncton	7 mois	136	1 099
Miramichi	6,3 mois	54	279
Saint John	5,8 mois	148	1 090
Fredericton	3,4 mois	88	874
Campbellton	3,4 mois	14	190
Edmundston	3 mois	40	362
Bathurst / Péninsule acadienne	1,4 mois	41	544
Total	-	521	4 438



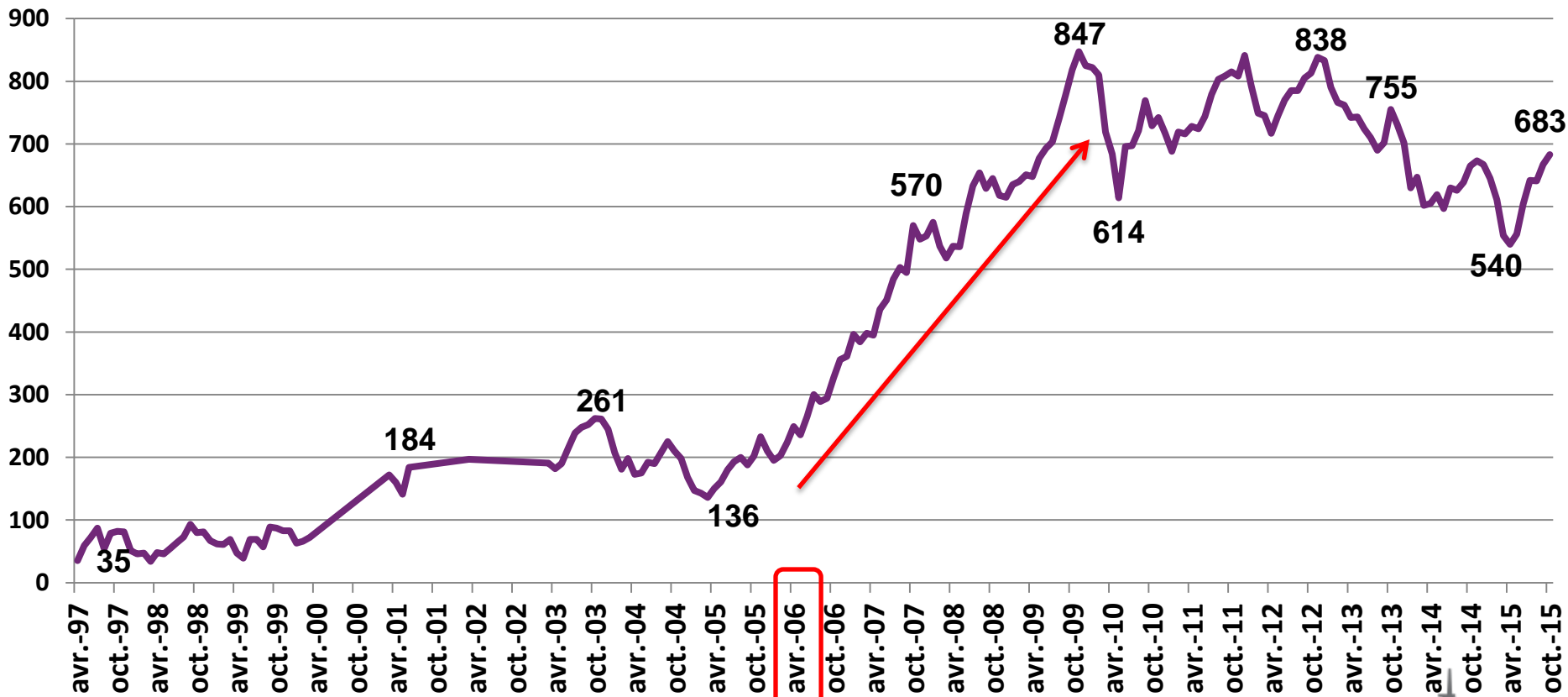
Liste d'attente plus longue dans les trois plus grandes villes de la province

Nombre de personnes sur la liste d'attente et nombre prévu de nouveaux lits en foyers de soins au 31 mars 2015, par région



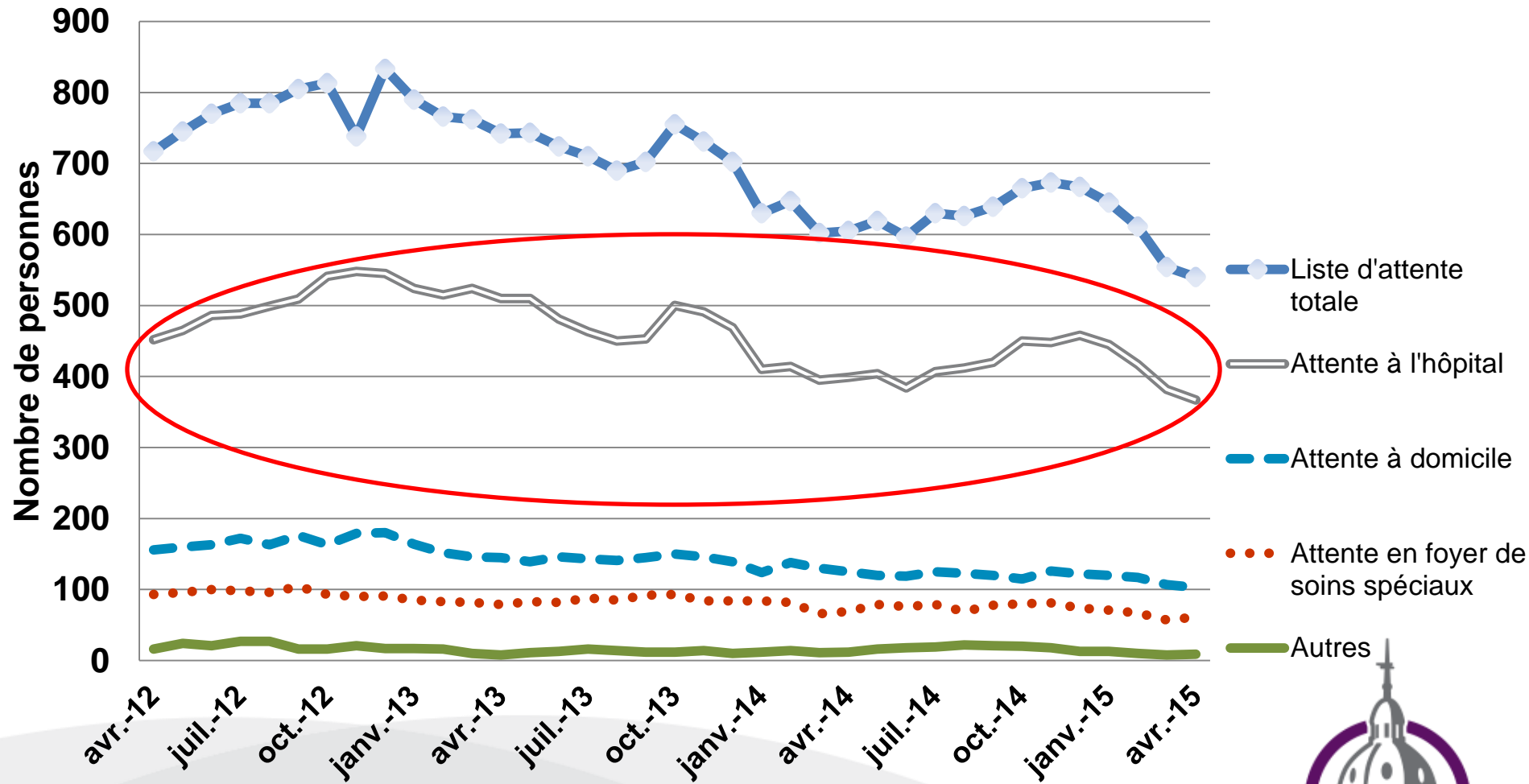
Liste d'attente des foyers de soins touchée par les modifications de directives

Avril 1997 à octobre 2015



60 % patientent dans un lit d'hôpital

Liste d'attente des foyers de soins : avril 2012 à avril 2015



Répercussions d'attendre dans un hôpital

Les personnes pourraient recevoir des soins plus appropriés pour leurs besoins (à moindre coût pour les contribuable)

C'est un facteur qui contribue à :

- Des temps d'attente plus longs dans les salles d'urgence
- Des temps d'attente plus longs pour des opérations chirurgicales non urgentes
- Une utilisation inappropriée des ressources hospitalières



Pourcentage de journées d'hospitalisation en soins actifs pour des patients qui n'ont plus besoin de ces soins

	2012-13	2013-14	2014-15
N.-B.	23 %	24,3 %	25,9 %
Moyenne nationale	13,6 %	13,5 %	14,11 %



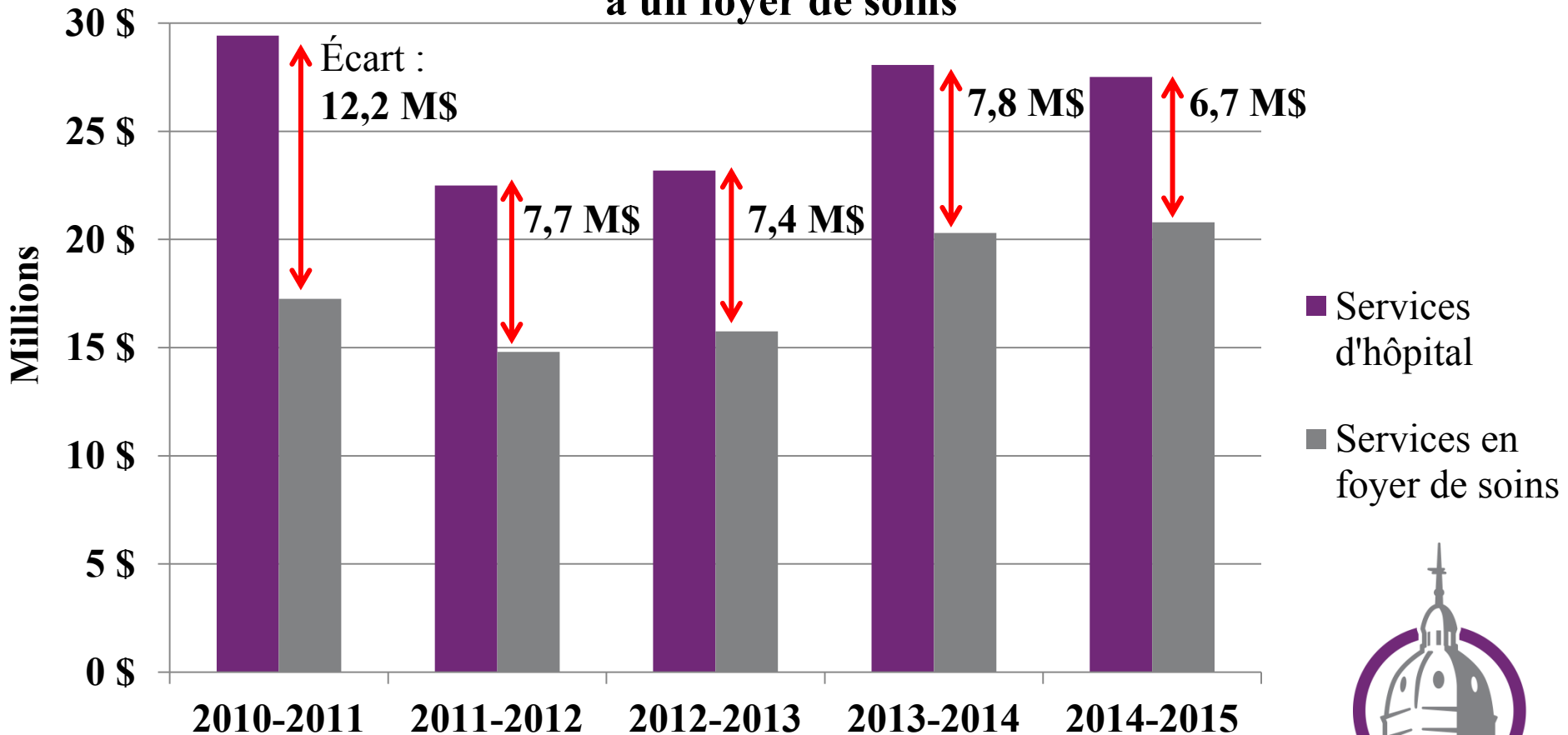
Coût des soins plus élevé dans un hôpital

Nombre de cas, durée moyenne de séjour et coût moyen des patients transférés d'un hôpital à un foyer de soins	
	2014-2015
Nombre de cas	796
Durée moyenne de séjour en jours	114
Coût quotidien moyen dans un hôpital	303 \$
Coût quotidien moyen dans un foyer de soins	229 \$
Coût annuel supplémentaire estimatif dans un hôpital par rapport à un foyer de soins	6,7 millions \$



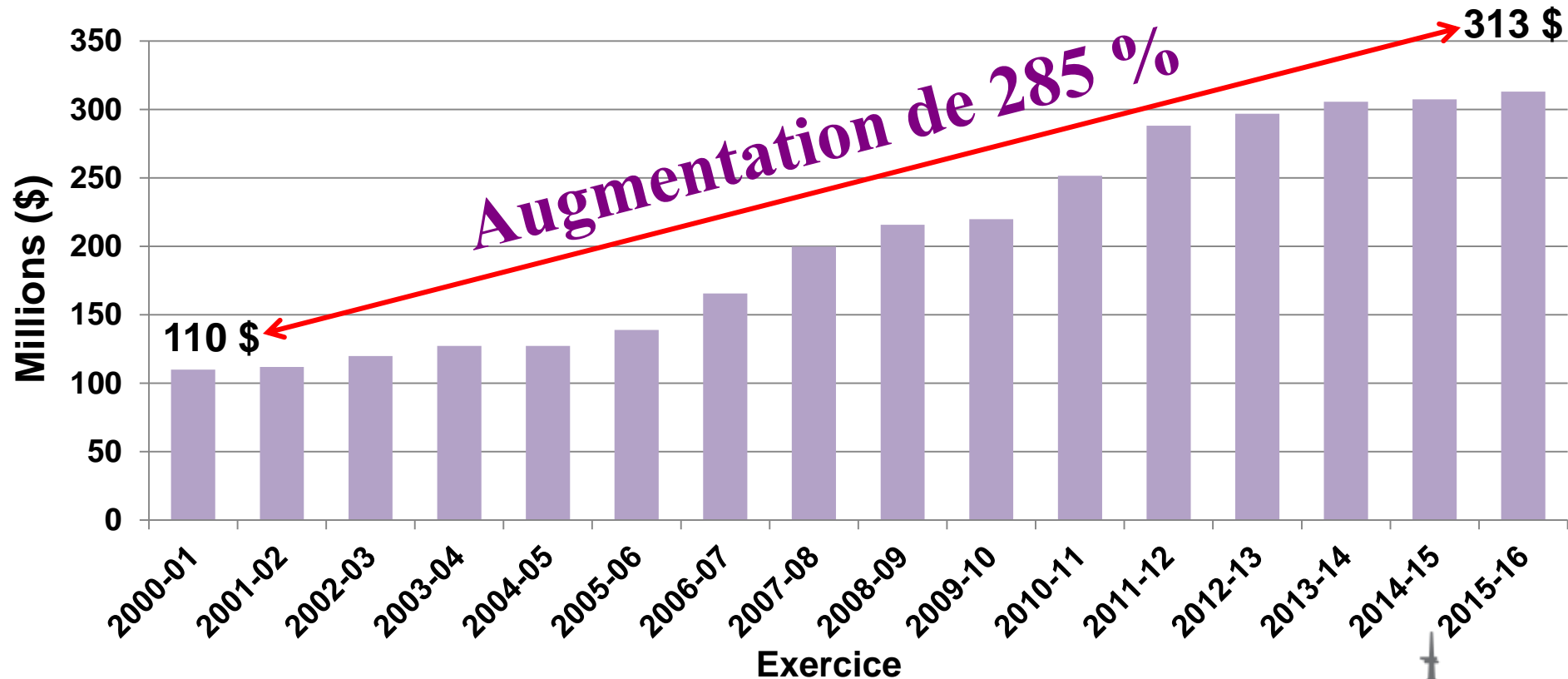
Montant estimatif de 42 millions de dollars dans les 5 derniers exercices

Coût annuel supplémentaire estimatif dans un hôpital par rapport à un foyer de soins



Les coûts croissants ne sont pas soutenables

Dépenses prévues au budget pour les services des foyers de soins



Il faut une solution à facettes multiples

- La solution pour des soins durables à l'avenir n'est pas aussi simple que d'ajouter plus de lits en foyers de soins
- Il faut une solution à facettes multiples faisant intervenir les foyers de soins, les autres installations de soins de longue durée, les soins à domicile, le soutien familial ou d'autres options



Stratégie du Ministère

En réponse au besoin croissant pour des lits en foyers de soins, le ministère du Développement social a élaboré le *Plan de rénovation et de remplacement des foyers de soins de 2011-2016* (PRRFS) et une stratégie *D'abord chez soi*

- Le plan précisait l'ajout de 354 nouveaux lits, le remplacement et la rénovation de 844 lits
- La stratégie comprend 36 initiatives qui aideront les aînés à rester chez eux



Peu d'information publique sur le rendement

L'état de mise en œuvre et les résultats des initiatives du *PRRFS* et de la stratégie *D'abord chez soi*, ainsi que les répercussions sur la liste d'attente, n'ont pas été communiqué au public par le Ministère dans son rapport annuel ou sur son site Web



Recommandations du VGNB

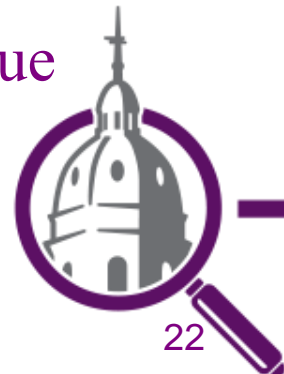
Nous recommandons que le ministère du Développement social :

- en consultation avec le ministère de la Santé, élabore un plan global à long terme afin de s'assurer que la province peut continuer à fournir des services durables aux personnes âgées du N.-B.;
- rende publics les mesures et les résultats des initiatives actuelles et futures dans le cadre du plan global à long terme



Modèle public-privé de foyer de soins

- En **2008**, le ministère du Développement social a conclu un partenariat avec Shannex Nouveau-Brunswick dans un projet pilote public-privé
- *Le Rapport du vérificateur général de 2009* avait recommandé que le Ministère effectue une évaluation du succès du projet-pilote avec Shannex
- Dans le cadre du suivi effectué en **2013**, nous avons constaté que le Ministère avait évalué la prestation des services et les conditions de travail des installations de Shannex
- Le Ministère n'a pas évalué s'il y a un avantage économique selon le modèle public-privé



Recommandation du VGNB

Nous répétons la partie inachevée de notre recommandation formulée en 2009

Nous recommandons que le ministère du Développement social :

- évalue s'il y a un avantage économique de fournir des lits en foyers de soins selon le modèle public-privé par rapport au modèle traditionnel.



Foyers de soins - points saillants

- Au cours des 15 dernières années, le budget pour les services des foyers de soins a presque triplé à 313 millions \$
- Le taux d'utilisation moyen des lits est de 98 %
- Temps d'attente moyen de 4 mois pour un placement
- 60 % patientent dans un lit d'hôpital et occupent 1 sur 5 lits de soins actifs
- Dans 20 ans, le nombre de personnes âgées devrait doubler
- En plus d'une infrastructure vieillissante, il existe un manque de capacité pour répondre à la demande actuelle et future
- Le système n'est pas soutenable





Commission des services d'aide juridique

Services du curateur public

**AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK**



**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

Services du curateur public

- Fournit des services de fiducie et de tutelle à des Néo-Brunswickois vulnérables
- Protège les intérêts financiers et personnels des personnes âgées, des personnes ayant une déficience intellectuelle, des enfants et des personnes disparues ou décédées lorsque personne d'autre n'est en mesure de le faire ou n'est pas disposé à le faire



Services du curateur public

- **Services juridiques:** les avocats obtiennent des ordonnances du tribunal, facilitent la vente de biens immobiliers et fournissent des services juridiques
- **Services financiers:** les administrateurs fiduciaires gèrent les fiducies d'adultes et de mineurs, et les successions de clients décédés; l'agent financier traite les factures des frais de clients
- **Services de tutelle:** les administrateurs chargés des tutelles consultent les professionnels de la santé et prennent des décisions en matière de soins personnels et de santé pour les clients



Services du curateur public

Pourquoi avons-nous effectué ce travail?

- Les clients du curateur public sont extrêmement vulnérables
- La clientèle va continuer à s'accroître avec la population vieillissante
- Nous avons déterminé antérieurement un risque élevé de fraude en raison des déficiences de contrôle
- Des cas de fraude ont été découverts dans d'autres administrations



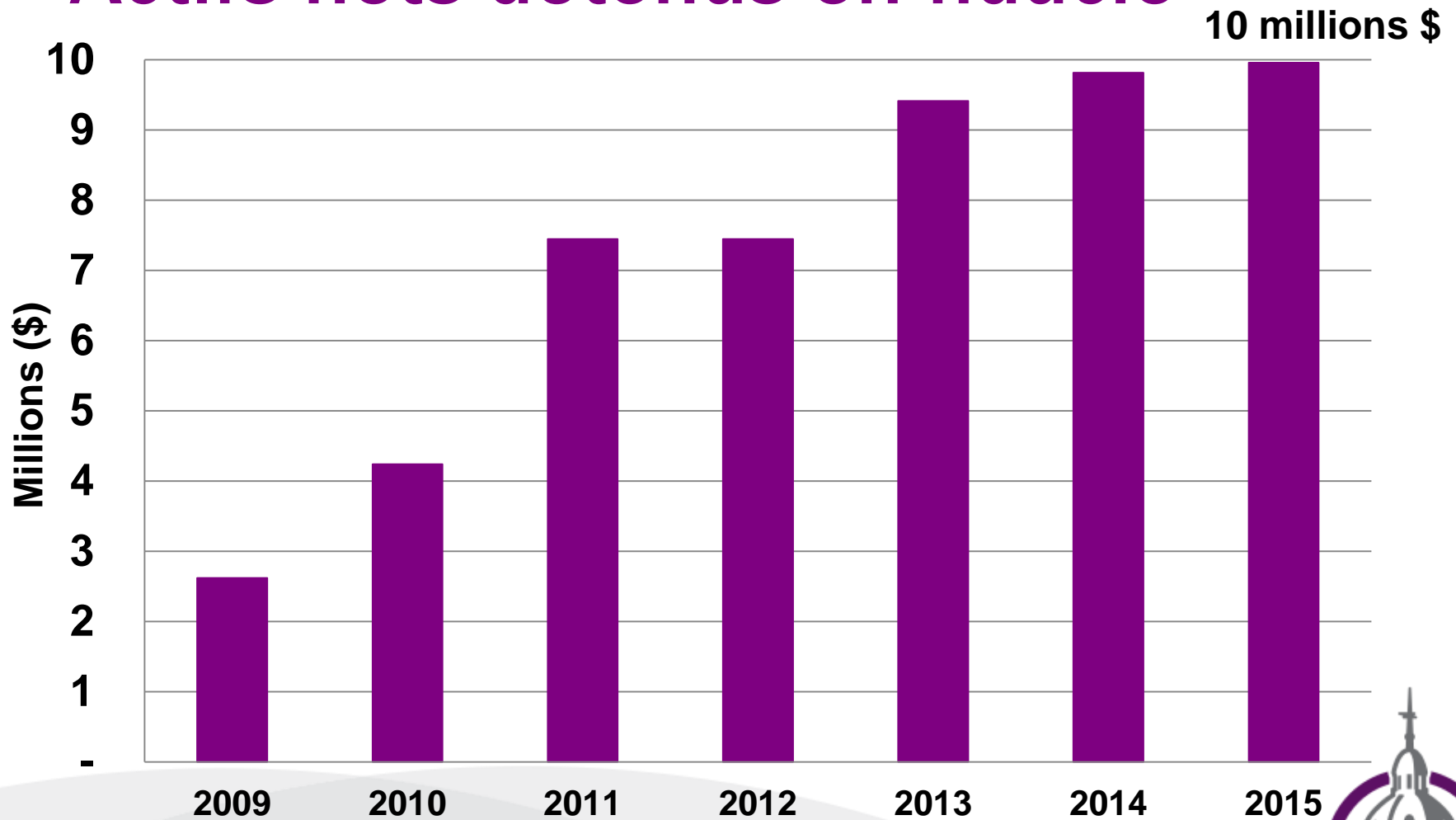
Services du curateur public

Nombre de dossiers de clients gérés activement, au 31 mars				
	2012	2013	2014	2015
Nombres total de clients	216	275	336	393

Coût net des Services du curateur public (en milliers)		
	2014	2015
Charges du programme	990 \$	945 \$
Recettes de frais	188	172
Coût net	802 \$	772 \$



Actifs nets détenus en fiducie



Protection et administration des actifs détenus en fiducie pour les clients

Améliorations nécessaires afin d'adresser :

Directives dépassées ou absentes

Politique de placement non mise en œuvre

- La majorité des portefeuilles de placement des clients sont convertis en espèces
- Aucune stratégie ou politique documentées pour le placement des fonds des clients



Protection et administration des actifs détenus en fiducie pour les clients

Améliorations nécessaires afin d'adresser :

Systeme d'information inadéquat

- Inefficace et difficile à utiliser, ce qui est préoccupant étant donné l'accroissement de la clientèle

Aucun examen régulier des dossiers



Décisions en matière de soins prises au nom des clients

- Les processus respectent les lois et les directives
- Des améliorations s'imposent en matière de documentation des décisions en matière de soins



Besoin de rapports sur le rendement

- Aucun rapport annuel préparé depuis 2011
- Pas d'états financiers audités des fiducies rendus publics depuis 2011
- Le logiciel de gestion des dossiers inadéquat représente un obstacle important pour l'élaboration de mesures de rendement



Recommandations du VGNB

Nous recommandons que le curateur public :

- établisse des buts, des objectifs et des cibles mesurables pour ses services, évalue son rendement par rapport aux cibles, et rende compte publiquement de son rendement;
- rende accessibles au public tous les états financiers audités des fiducies administrées par le curateur public.



Autres constatations

Questions exigeant des modifications législatives :

- long processus pour obtenir l'autorisation d'agir à titre de curateur public pour un client;
- perte de l'autorisation après le décès d'un client;
- restrictions dans les droits, honoraires ou frais pouvant être imposés aux clients;
- incapacité de distribuer les biens non réclamés.



Services du curateur public – point saillants

- La clientèle et les actifs nets détenus en fiducie s'accroissent
- Améliorations s'imposent afin de protéger et d'administrer les actifs détenus en fiducie pour les clients
- Le logiciel de gestion des dossiers est inadéquat
- L'administration des dossiers des clients connaît des obstacles législatifs
- Pas de rapports publics depuis 2011





Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches

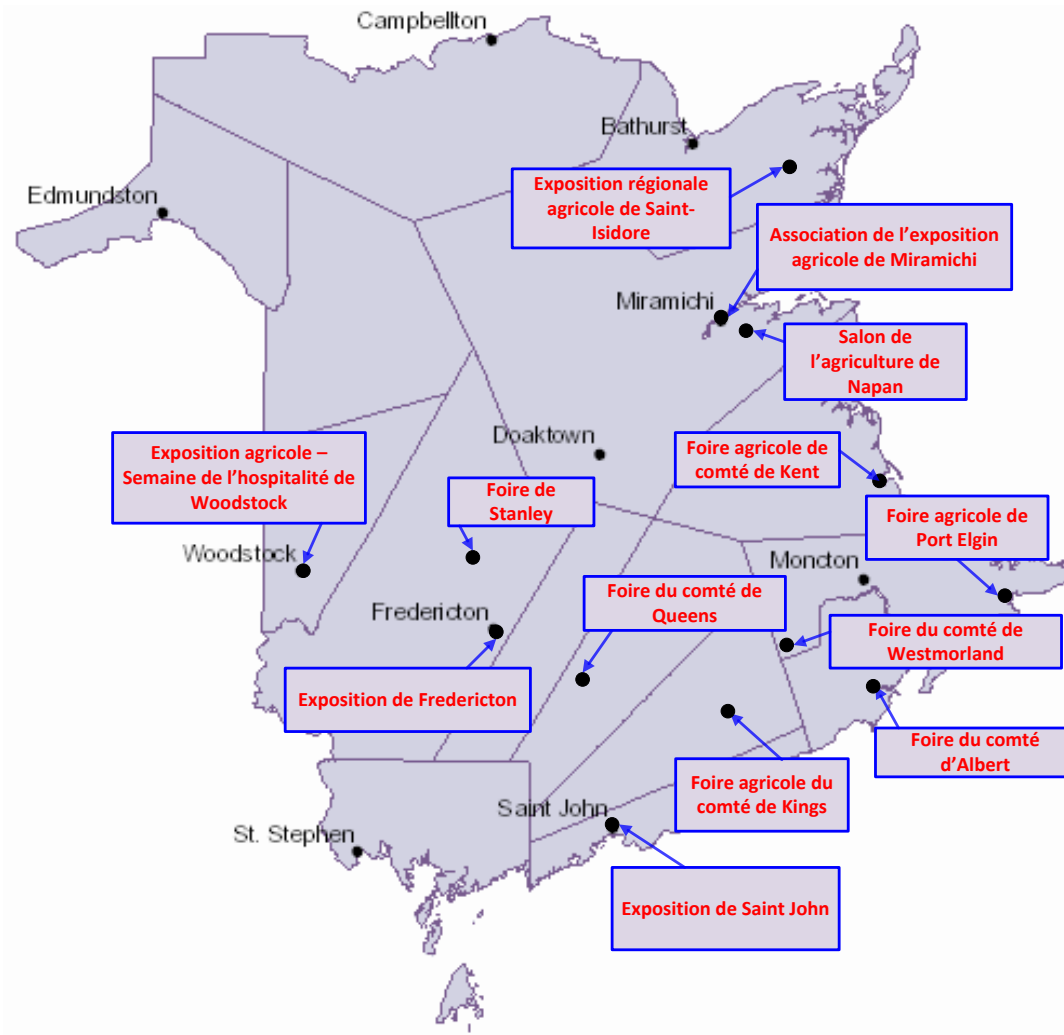
Associations de foires agricoles

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

13 associations de foires agricoles au N.-B.



Associations de foires agricoles

Pourquoi avons-nous effectué ce travail?

- En 2013, la vérificatrice générale a reçu une lettre d'un intervenant concerné au sujet de la gouvernance d'une association de foires agricoles (AFA)
- Nous avons effectué un exercice de portée préliminaire et cerné un risque potentiel lié à la surveillance que le gouvernement exerce
- Les AFA peuvent bénéficier (et souvent dépendent) d'exonérations et d'avantages financiers appréciables des programmes gouvernementaux



Différents ministères concernés

Nos observations, conclusions et recommandations sont présentées sous les rubriques suivantes :

- **Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches (MAAP)** – gouvernance et surveillance des AFA;

Admissibilité pour des avantages et opportunités:

- **Service Nouveau-Brunswick (SNB)** – exonérations de l'impôt foncier;
- **Ministère de la sécurité publique (MSP)** – privilèges afin de mener des jeux à des fins de charité;
- **Ministère des Finances** – exonérations de l'impôt sur le revenu.



Nos constatations

MAAP – Surveillance des associations

Le MAAP :

- N'exerce pas la surveillance et le contrôle tel que prévu par la *Loi sur les associations agricoles*
- Ne reconnaît pas son rôle de surveillance sur les foires existantes et n'a pas révisé la loi afin de la mettre à jour
- Ne surveille pas et ne prend aucune mesure pour régler les questions de non-conformité des AFA avec la loi, et ne possède pas de documentation procédurale



Recommandations du VGNB

Nous recommandons au MAAP qu'il :

- assume son mandat prescrit par la *Loi sur les associations agricoles* ou apporte des modifications législatives
- définisse, communique et surveille des exigences minimales en matière de présentation de rapports pour toutes les associations et sociétés agricoles qu'il est tenu de surveiller en vertu de la loi



SNB – Exonérations de l'impôt foncier

- Les sociétés et les associations de foires agricoles sont expressément exonérées du paiement de l'impôt foncier en vertu de la *Loi sur l'évaluation* si le bien est occupé par une société ou une association de foires uniquement à des fins d'exposition.



SNB - Impôt foncier des AFA 2015

Associations de foires agricoles	Évaluation foncière établie par SNB	Estimation des recettes d'impôt foncier cédées*	Commentaires
Madawaska	154 000 \$	5 000 \$	Ne fonctionne plus comme une foire depuis au moins 2011 – toujours exonérée par SNB
Fredericton	3 980 000	108 000	Due pour une réévaluation après 10 années
Miramichi	1 842 000	88 000	Due pour une réévaluation après 10 années
Queens County	173 000	7 000	Due pour une réévaluation après 10 années
Saint John	4 365 000	213 000	Prévue pour réévaluation en 2016
Autres	2 257 000	47 000	
Totaux (Les 10 AFA énumérées parmi la catégorie d'imposition 50 selon l'article 4)	12 771 000 \$	468 000 \$	

*Recettes d'impôt provincial et municipal



Autre constatation

SNB - Exonérations d'impôt foncier

Exonérations de la catégorie d'imposition 50 – Estimation des recettes cédées en 2015	
Administration fiscale	Biens de la catégorie d'imposition 50
Municipalités, districts de services locaux (DSL) et collectivités rurales	25 065 000 \$
Provincial	26 518 000
Coût de l'évaluation provinciale	284 000
Total	51 867 000\$



Nos constatations

MSP - Jeux à des fins de charité

- L'admissibilité à la délivrance d'un permis à des fins de charité est fondée seulement sur le statut de foires agricoles et d'entités sans but lucratif
- MSP n'examine ni ne contrôle régulièrement les documents financiers des AFA ou de leur admissibilité pour des activités de jeux à des fins de charité



Nos constatations

Ministère des Finances – Exonérations de l'impôt sur le revenu

- Aux termes de l'accord, le ministère des Finances s'appuie sur le gouvernement fédéral pour surveiller l'admissibilité des AFA aux exonérations de l'impôt sur le revenu



Conclusions du VGNB

- Le MAAP n'exerce aucune surveillance gouvernementale sur les associations de foires agricoles, tel que le requiert la loi
- En vertu de leur classification en tant qu'AFA, les 13 organisations peuvent être exonérées de l'impôt foncier et de l'impôt sur le revenu, et peuvent bénéficier des opportunités en matière de jeux à des fins de charité



Questions?

AUDITOR GENERAL
OF NEW BRUNSWICK

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
DU NOUVEAU-BRUNSWICK

